

Le Congrès International de Londres

Pierre Kropotkine

juillet-septembre 1881

Table des matières

Liste des organisations représentées	5
Compte-rendu du congrès international socialiste-révolutionnaire tenu à Londres	
du 14 au 20 juillet 1881	7
14 juillet	7
Les rapports des délégués	8
15 juillet	11
15 juillet (suite)	12
Dimanche 17 juillet	20
Suite de la séance du 17 juillet	21
18 Juillet	22
19 juillet	25

L'union, si longtemps méditée, des socialistes-révolutionnaires des deux mondes, s'est enfin accomplie dans le Congrès de Londres.

Il est bien entendu que les délégués des organisations qui se sont fait représenter à Londres, n'ont pas pu prendre de résolutions définitives. Ce sera aux groupes et fédérations eux-mêmes à décider définitivement, si elles acceptent ces résolutions. Mais les décisions des groupes sont à peu près, d'après les mandats qu'ils ont donnés à leurs délégués, et l'on peut ainsi annoncer que l'alliance des socialistes-révolutionnaires des deux mondes est un fait accompli.

L'Association Internationale des Travailleurs est le terrain commun, sur lequel s'est établie cette entente, et désormais la grande Association qui, il y a dix ans, faisait trembler la bourgeoisie, va prendre une vie nouvelle.

Tous ceux qui, réellement, sans réticences, veulent la révolution sociale et qui comprennent que la révolution ne se prépare que par des moyens révolutionnaires, — se donnent aujourd'hui la main et constituent une seule organisation, vaste et puissante, l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

Assez de pataugeage dans la boue parlementaire ! Assez de chercher des chemins tortueux pour arriver à notre but ! Assez de supplier là où l'ouvrier doit prendre ce qui lui appartient de droit ! Assez de se prosterner devant les idoles du passé !

Il est temps, il est bien temps, de marcher franchement à la révolution, au renversement complet des institutions abjectes de la société actuelle.

Et, tous ceux qui tiennent à renverser ces institutions, qui tiennent à ce que la prochaine révolution soit la RÉVOLUTION SOCIALE, viennent combiner leurs efforts en se groupant tous autour du même drapeau, le drapeau rouge de l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !

Voilà le pacte fédératif que le Congrès de Londres propose à toutes les organisations socialistes-révolutionnaires. Ce pacte, on le verra, ne diffère de celui qui fut adopté par les Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs de 1866 et de 1873, que par quelques modifications insignifiantes apportées à cette partie des statuts qui fut révisée au Congrès de 1873 à la suite de l'abolition définitive du Conseil Général. Le reste est conservé intact.

Considérant :

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ;

Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : politique, morale et matérielle ;

Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;

Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué, faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées ;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique ;

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industriels, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertisse-

ment de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous leurs efforts encore isolés ;

Pour ces raisons :

Le Congrès de l'*Association Internationale des Travailleurs*, tenu à Genève le 3 septembre 1866, déclare que cette association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être à la base de leur conduite envers tous les hommes : la vérité, la justice, la morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité.

Le Congrès considère comme un devoir de réclamer les droits de l'homme et du citoyen non seulement pour les membres de l'Association, mais encore pour quiconque en accomplit les devoirs. Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs.

Les représentants des socialistes-révolutionnaires des deux mondes, réunis à Londres les 14 juillet 1881, tous partisans de la destruction intégrale, par la force, des institutions actuelles, politiques et économiques, ont accepté cette déclaration de principes.

Ils déclarent — d'accord, d'ailleurs, avec la conception qui lui a toujours donné l'Internationale, — que le mot "morale" employé dans les considérants n'est pas pris dans le sens que lui donne la bourgeoisie, mais dans ce sens que la société ayant pour base l'immoralité, ce sera l'abolition de celle-ci, par tous les moyens, qui nous amènera à la moralité.

Considérant que l'heure est venue de passer de la période d'affirmation à la période d'action, et de joindre à la propagande verbale et écrite, dont l'inefficacité est démontrée, la propagande par le fait et l'action insurrectionnelle.

Ils proposent aux groupes adhérents les résolutions suivantes :

L'Association Internationale des Travailleurs se déclare l'adversaire de la politique parlementaire.

Quiconque adopte et défend les principes de l'Association pourra en être reçu membre.

Chaque groupe adhérent aura le droit de correspondre directement avec tous les autres groupes et fédérations qui pourront lui donner leurs adresses.

Cependant, pour faciliter les relations, il sera institué un bureau international de "renseignements". Ce bureau sera composé de trois membres.

Les frais généraux seront couverts par des cotisations volontaires qui seront remises par les mains du bureau.

Les adhésions seront reçues à ce bureau qui devra les communiquer à tous les groupes.

Un Congrès international se réunira selon les décisions des groupes et des fédérations adhérentes.

Il est évident que ce n'est pas dans des déclarations destinées à être rendues publiques que le Congrès pouvait exprimer toute son opinion sur les moyens d'action qui pourraient être employés par les révolutionnaires. Néanmoins dans la résolution suivante il a exprimé quelques idées à ce sujet.

Voilà cette déclaration :

Considérant que l'Association Internationale des Travailleurs a reconnu nécessaire de joindre à la propagande verbale et écrite la propagande par le fait ;

Considérant, en outre, que l'époque d'une révolution générale n'est pas éloignée et que les éléments révolutionnaires seront bientôt appelés à donner la mesure de leur dévouement à la cause prolétarienne et de leur puissance ;

Le Congrès émet le vœu que les organisations adhérentes à l'Association des Travailleurs veuillent bien tenir compte des propositions suivantes :

Il est de stricte nécessité de faire tous les efforts possibles pour propager par des actes, l'idée révolutionnaire et l'esprit de révolte dans cette grande masse de la population qui ne prend encore aucune part active au mouvement, et se fait des illusions sur la moralité et l'efficacité des moyens légaux.

En sortant du terrain légal, sur lequel on est généralement resté jusqu'aujourd'hui, pour porter notre action sur le terrain de l'illégalité, qui est la seule voie menant à la révolution, — il est nécessaire d'avoir recours à des moyens qui soient en conformité avec ce but.

Les persécutions auxquelles la presse révolutionnaire publique est en lutte dans tous les pays, nous font désormais une nécessité de l'organisation d'une presse clandestine.

La grande masse des travailleurs des campagnes restant encore en dehors du mouvement socialiste-révolutionnaire, il est absolument nécessaire de diriger nos efforts de ce côté, en se souvenant que le plus simple fait, dirigé contre les institutions actuelles, parle mieux aux masses que des milliers d'imprimés et des flots de paroles, et que la propagande par le fait dans les campagnes a encore plus d'importance que dans les villes.

Les sciences techniques et chimiques ayant déjà rendu des services à la cause révolutionnaire et étant appelées à en rendre encore de plus grands à l'avenir, le Congrès recommande aux organisations et individus faisant partie de l'Association Internationale des Travailleurs, de donner un grand poids à l'étude et aux applications de ces sciences, comme moyen de défense et d'attaque.

A ces deux résolutions principales, nous devons joindre encore, pour compléter le caractère de l'œuvre du Congrès, la résolution suivante, après quoi nous allons donner un compte-rendu, aussi détaillé que possible, des séances du Congrès. Voici cette résolution :

« Le Congrès, ne se reconnaissant pas d'autre droit que celui d'indiquer les lignes générales de ce qui lui paraît être la meilleure organisation socialiste révolutionnaire,

« S'en rapporte à l'initiative des groupes et des individus faisant partie de l'Association Internationale des Travailleurs, de donner un grand poids à l'étude et aux applications de ces sciences, comme moyen de défense et d'attaque. »

Liste des organisations représentées

Les numéros d'ordre représentent les délégués.

- 1 et 2. — Club social-démocratique de Hammerton.
- 3. — La Fédération Jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs.
- 4. — L'organisation ouvrière, le "Radnik", et le cercle d'étudiants de Belgrad (Serbie).
- 5. — Club socialiste-révolutionnaire allemand de New-York, et groupe soc.-rév. allemand de Philadelphie.

- 6. — Groupes des villes du Bas-Rhin, Allemagne.
- 7. — Section allemande du parti ouvrier socialiste de New-York.
- 8. — Les 26 sections de l'Union d'ouvriers en bâtiments de la Catalogne, Espagne.
- 9. — Union communiste de Londres.
- 10. — Union soc.-démocr. de Bâle et Fédération des groupes soc.-rév. allemands de Suisse.
- 11. — Cercle Levallois-Perret (Paris) et Cercle International de Paris.
- 12. — Groupe soc.-rév. de Darmstadt (Allemagne).
- 13. — "Le Révolté", et groupe soc.-révolut. de Lyon.
- 14. — La Fédération Régionale Espagnole de l'Association Internationale des Travailleurs.
- 15. — Groupe communiste-anarchiste de Marseille.
- 16. — Société slave de Londres.
- 17. — Les Cercles Réunis de Bruxelles.
- 18, 19, 20, 21. — Le club International d'Études Sociales de Londres (le club, voulant faire représenter les diverses opinions et nations y comprises, a nommé quatre délégués).
- 22. — La Fédération Mexicaine.
- 23. — "La Révolution Sociale".
- 24. — Les groupes anarchistes d'Anvers et de Bruxelles ; la section Bruxelloise ; les Cosmopolitains de Bruxelles ; les cercles : l'Étincelle et l'Avenir de Verviers.
- 25. — La Fédération Toscane de l'Association Intern. des Travailleurs ; les socialistes de la Marche, les cercles anarchistes de Turin et de Chivasso (Piémont) ; les cercles : Jessa Helfmann de Naples, Le Travailleur de Pavie, des Fils du Travail d'Alexandrie ; l'Alliance social.-révolut. de Turin ; les cercles des soc.-rév. de Marseille et des anarchistes italiens de Genève ; les cercles italiens de Constantinople et Egyptienne de l'Assoc. Intern. des Travailleurs.
- 26. — Les Sections de l'Ass. Intern. des Travailleurs : l'Égalité Sociale de Corato, sections de Cosenza, de Rocca, de Rogliano (Calabre), de Rome et des socialistes de Naples ; la Fédération de Pise de l'Assoc. Intern. des Travailleurs ; de Tarante, de la province de Reggio (Calabre) ; cercle Nobiling de Fabriano ; les soc.-rév. de Palerme ; "El Grido del Popolo".
- 27. — Section anarchiste communiste de Nice.
- 28. — Groupe Tchèque de la société slave de Londres.
- 29. — La Section Anglaise du Club démocrate-socialiste de Londres.
- 30. — La Communauté Icarienne d'Iowa (États-Unis).
- 31. — La Commission d'organisation du Congrès.

Les jours suivants arrivent de nouveaux délégués qui représentent :

- 32. — Le Club International de Londres.
- 33. — Le Congrès Ouvrier régional du midi de France.
- 34. — L'Alliance socialiste révolutionnaire de Paris.

- 35. — Groupe socialiste-révolutionnaire allemand de Bruxelles.
- 36. — Les révolutionnaires de Boston (États-Unis).
- 37. — L'association des soc.-rév. néerlandais.
- 38. — Le 6°, le 11° et le 20° arrondissements de Paris.
- 39. — Les groupes "l'Alarme" et "la Jeunesse" de Paris.
- 40. — Le groupe du Panthéon (Paris), les soc.-rév. de Vienne.
- 41 et 42. — La Section anglaise des démocrates socialistes de Londres.
- 43 et 44. — La 3° section anglaise de l'Association des communistes de Londres.
- 45. — Les cercles d'Études sociales de Reims.

Total, 60 fédérations et 59 groupes ou sections, soit un total — d'après l'évaluation la plus modérée — d'environ 50,000 personnes.

Compte-rendu du congrès international socialiste-révolutionnaire tenu à Londres du 14 au 20 juillet 1881

14 juillet

Le Congrès est ouvert à une heure par la Commission d'organisation, et l'on procède à la nomination d'une Commission de vérification des pouvoirs.

Celle-ci annonce la présence de 31 délégués représentant 56 fédérations et 46 sections ou groupes non fédérés.

Les délégués s'entendent pour l'organisation des séances ; il est décidé qu'il y en aura trois par jour.

Il est décidé que les délégués ne seront pas désignés par leurs noms, mais par les noms des groupes qu'ils représentent.

Il s'engage une discussion pour savoir si les personnes qui n'ont pas de mandats de groupes constitués peuvent en devenir membres. Le Congrès, par 11 voix contre 8 et 6 abstentions, vote la résolution suivante :

« Ne seront admis au Congrès que les délégués dûment "mandatés". »

Le délégué de la Fédération Espagnole de l'Association Internationale des Travailleurs demande comment sera fait le vote ? Il a pour mandat de demander que le vote soit fait par fédérations, d'accord avec les statuts de l'Internationale.

Plusieurs délégués font ressortir toute l'importance qu'il y a, puisqu'aucune question de principes ne sera soumise au vote et qu'aucun vote n'engage le groupe représenté.

Le délégué de sections italiennes fait ressortir que le vote n'aura aucune importance que pour les questions d'organisation intérieure du Congrès. Pour toutes les questions d'organisation révolutionnaire il n'y aura aucun vote. Le Congrès décide à l'unanimité que pour les questions d'organisation intérieure, il sera voté par tête, et sur les autres questions il sera constaté à chaque résolution quelles sont les organisations représentées qui l'acceptent ; il va sans dire que toute résolution n'aura de force que lorsqu'elle sera approuvée par les groupes eux-mêmes.

Les rapports des délégués

Il nous serait impossible d'analyser dans nos colonnes tous les rapports des délégués. Nous nous bornerons donc à nous arrêter sur les plus intéressants.

Le délégué des Socialistes révolutionnaires allemands de New-York. — La situation ouvrière est la même dans le Nouveau Monde que dans l'Ancien : la même division en riches et pauvres, oisifs et travailleurs. — Malgré toutes les difficultés que la propagande socialiste rencontre dans les préjugés politiques, il se peut que les États-Unis soient le pays où l'organisation que le délégué représente est absolument d'accord pour la révolution violente.

Les groupes révolutionnaires ne sont pas encore assez forts pour renverser le cabinet de Washington, mais les circonstances qui pouvaient en amener la chute n'ont pas été mises à profit. — La grande grève et les événements de Pittsburgh ont produit une grande impression parmi les ouvriers de l'Orient. — La dernière grève des ouvriers brasseurs a passé pour nous sans aucune trace, les ouvriers révolutionnaires n'ayant pu y pénétrer, ce qui est très-regrettable puisque l'occasion de faire de la propagande révolutionnaire était très-bonne.

Nous sommes d'avis que nous devons nous pénétrer dans toutes les organisations ouvrières. Nous ne nions pas la nécessité de la propagande ouverte, puisque celle-ci doit nous attirer la masse qui reste encore en dehors du mouvement ; mais nous n'oublions pas la nécessité de l'organisation secrète.

Le délégué du Bas-Rhin. — La situation en Allemagne est bien connue, la répression est presque aussi violente qu'en Russie ; la disposition des esprits est donc absolument révolutionnaire. Nous voulons non seulement la lutte défensive, mais aussi la lutte offensive.

Autrefois le parti socialiste était très fort. Nous comptons 600,000 électeurs, mais maintenant nous voyons bien à quoi se réduit cette force. On s'organise donc sans toute autre base.

En passant aux détails, le délégué montre que dans les capitales le vote est en effet révolutionnaire ; dans les villes, où le vote radical est le plus fort, et où les socialistes renoncent au vote, et on en verra assez aux élections prochaines. Dans les provinces rhénanes, l'esprit révolutionnaire est fort développé, et en Bavière nous pouvons compter sur les paysans. Pour l'Autriche, il ne peut plus y avoir de doute que les démocrates-socialistes sont maintenant inspirés des mêmes idées que nous.

Le délégué de l'Union Communiste de Londres expose les principes de la "Freiheit" : ils sont absolument révolutionnaires, fédéralistes, puisque l'organisation centraliste est absolument rejetée. Si l'Allemagne n'est pas suffisamment représentée, c'est à cause des conditions faites par le gouvernement. On ne peut pas dire que les Allemands soient anarchistes, mais ils sont certainement socialistes-révolutionnaires et fédéralistes.

La lecture des rapports est interrompue par l'arrivée de nouveaux délégués, et il s'engage une discussion sur l'admission du délégué de Paris de l'Alliance. Le Congrès admet par 11 voix contre 8 et quelques abstentions, puis la lecture des rapports continue.

Le délégué de la Fédération Jurassienne donne quelques détails sur la propagande socialiste en Suisse et sur les diverses phases de la vie ouvrière de ce pays, tant sous le rapport politique que sous le rapport économique.

Malgré le chauvinisme de la population ouvrière, malgré sa croyance en la liberté qu'elle croit posséder, bien que de nombreux faits soient venus démontrer qu'il n'y a pas d'avantage que partout ailleurs, et qu'il n'y a des libertés qu'à la condition expresse de n'en pas user, cette population sent très-bien la nécessité qui s'impose de résoudre la question sociale, car malgré la démocratie, malgré la prétendue souveraineté du peuple,

la misère et la venue démontrer aussi que les luttes politiques doivent s'effacer pour faire place à la lutte économique, la seule qui puisse profiter au prolétariat.

Des crises industrielles se sont suivies pendant de nombreuses années et depuis l'industrie suisse n'est pas parvenue à se relever complètement. La concurrence avec les autres pays, le développement des machines pour rendre la fabrication d'une rapidité encore inconnue de la population jusqu'à ce jour, l'instabilité de la politique européenne, l'imbécillité des fabricants, leur manque absolu de foi d'une part et de l'autre, leur ignorance complète sur les causes générales de ces crises.

Depuis quelques années, les fabricants importants se sont mis à doter leurs ateliers de nombreuses machines, ce qui a eu pour résultat de faire baisser de plus de la moitié le salaire des ouvriers et en même temps de diminuer considérablement le nombre des ouvriers à employer.

Dans tous les cantons la misère s'est fait sentir implacable, les statistiques du gouvernement prouvent que le nombre de malheureux qui ont mis fin à leur vie de luttes, de souffrances horribles, combien cette maladie s'est répandue.

La relation des faits publiés par les journaux depuis quelques années, serait intéressante à lire, elle établirait, elle démontrerait combien sont heureux les peuples qui vivent sous le régime de la liberté tempérée par l'exploitation.

Les faillites se chiffrent par milliers dans presque tous les cantons, le nombre des indigents qui vont traînant le boulet de leur existence, les malheureux qui se sont adressés aux bureaux de bienfaisance, seuls palliatifs que les bourgeois suisses ont trouvés à la situation, toute cette chaîne de misères indique assez clairement que la position de la république suisse est égale, et pire que celle des autres pays.

La propagande a été continuée avec une nouvelle vigueur par les groupes de la Fédération, une large part de leurs efforts ont été portés à la propagande dans les campagnes, les résultats en ont été très satisfaisants, les paysans s'intéressent beaucoup à la lecture des brochures et journaux qui leur ont été distribués.

Toutes les manifestations de la vie ouvrière, grèves, manifestations occasionnées par le chômage et le manque de travail ont été suivies et soutenues par les groupes. Les relations suivies avec les ouvriers non encore organisés en groupes ont été trouvées absolument nécessaires et seront continuées.

Le délégué termine en disant qu'en Suisse comme ailleurs les travailleurs sentent le besoin de se réunir dans une vaste association, mais l'énergie usée par une situation intolérable, seule leur fait défaut.

Le délégué de l'"Union des ouvriers en bâtiment de la Catalogne". — L'Union, qui compte 26 sections, ne fait pas encore partie de l'Internationale, mais elle en partage entièrement les principes. La grève a été le moyen par lequel on est parvenu à constituer une grande puissance, qui jouit et ira certainement en croissant.

Le délégué des groupes socialistes-révolutionnaires de Berne et de Bâle. — Dans la nommée libre Suisse, la situation est la même que dans les États monarchiques. La liberté accordée aux socialistes est toute aussi illusoire que dans d'autres pays. Le mouvement socialiste-révolutionnaire gagne du terrain, tandis que les socialistes parlementaires en perdent toujours, leurs meilleurs éléments venant se joindre à nous. Le parti auquel j'appartiens veut qu'il résulte du Congrès une forte organisation du prolétariat de tous les pays. Alors nous pourrons compter sur le soutien sérieux du prolétariat suisse.

Le Cercle Levallois-Perret présente un rapport dans lequel il jette un coup d'œil historique sur le développement de l'Association Internationale des Travailleurs. L'Association a rendu un service formidable au prolétariat en formulant ses aspirations. Mais elle a négligé (dit le rapport) l'organisation des forces révolutionnaires. C'est cette organisation, vaste et sur un pied absolument égalitaire, que demande le rapport.

Le "Club International de Paris" est absolument anti-autoritaire ; il refuse catégoriquement toute participation à la tactique parlementaire, en résumant ses arguments contre cette pratique comme absolument nuisible aux intérêts des travailleurs.

Le délégué du "Révolté". — Le "Révolté" fondé sur un groupe de la Fédération Jurasienne. Au fond, il est le journal de la Fédération. — Après la condamnation de l'"Avant-Garde", il ne s'est trouvé un seul imprimeur en Suisse qui acceptât de publier le "Révolté" et le journal a dû s'acheter une imprimerie, avec les fonds recueillis dans chaque pays et de la Fédération. Les principes du "Révolté" sont connus : c'est le communisme-anarchiste comme but, et comme moyen, la révolution populaire, préparée par l'action révolutionnaire du travailleur lui-même contre ses ennemis. Par le journal et les brochures qu'il publie, le "Révolté" cherche à parler à la grande masse. Ce n'est pas aux convertis qu'il parle, mais surtout à ceux qui ne le sont pas encore complètement. Les brochures populaires s'écoulent en un très-grand nombre d'exemplaires, dans tous les pays.

Le parti socialiste-révolutionnaire de Lyon a donné mandat au délégué jurassien de le faire représenter au Congrès. Il est absolument inspiré des idées anarchistes. C'est sur la grande masse des travailleurs qu'il cherche à agir. Créé récemment, il n'a pas déjà planté d'un pied ferme à Lyon, et tout fait prévoir que son développement ira en croissant, — et ceci d'autant plus vite que la tactique parlementaire des évolutionnistes, quoiqu'elle trouve encore beaucoup d'adhérents, ne peut avoir un vrai bon aspect.

Le délégué de la Fédération régionale espagnole de l'Association Internationale des Travailleurs. — Malgré les persécutions contre l'Internationale en Espagne, l'organisation s'est maintenue intacte depuis 1873. Elle est purement économique, se constituant de corps de métiers organisés et de sections mixtes. La grève faite par les métiers organisés n'a pas pour but, et il est employé pour organiser les ouvriers, soit comme un moyen d'attaque. A l'Internationale on a ajouté en Espagne un réseau organisé, prêt à profiter des mouvements qui pourraient se produire. Nous pensons que ce n'est pas que l'on puisse faire la Révolution par un coup de main, mais nous sommes sûrs que s'il n'y a pas de puissante organisation ouvrière et d'hommes d'action au sein de la masse des travailleurs, la révolution pourrait être facilement escamotée par la bourgeoisie.

Nous n'avons pas de fonctions continuelles : celui qui est chargé d'une mission quelconque rentre dans les rangs dès qu'il a rempli sa mission. Nous avons évité par ce moyen de donner un ascendant à aucune personnalité, et d'évincer les ambitieux. Les bureaux régionaux des sept régions organisées ne sont pas des intermédiaires pour la correspondance ; de même, le bureau fédéral ; celui-ci a si peu d'autorité et se trouve si bien mis dans l'impossibilité de s'imposer que les fédérations peuvent parfaitement s'entendre en dehors de lui. A côté de l'Internationale il y a l'Union des ouvriers du bâtiment, contenant 1,116 personnes. Ces ouvriers qui naguères n'avaient absolument aucune idée, après une grève qui a abouti à rabattre de 5 heures le travail par jour, ont publié un rapport.

Ce n'est dans aucune organisation ouvrière que nous pouvons trouver la force révolutionnaire nécessaire. Si, au lieu de s'amuser à des discussions théoriques, on s'était mis à travailler à l'organisation ouvrière, nous aurions déjà la force qu'il n'y aurait, en ce moment, qu'à réunir internationalement.

Il y a aussi à Barcelone une organisation de femmes filatrices qui nous font la guerre en cherchant à créer un "Parti Ouvrier". Mais il a échoué à cause de la nullité de leur programme et ils n'ont aucune force.

Enfin, nous avons un journal à nous, dont la vie est complètement assurée au point de vue des moyens d'existence pécuniers.

15 juillet

On continue la lecture des rapports.

Le délégué du Cercles Réunis de Bruxelles. — Les Cercles Réunis établissent dans un petit pays ne peuvent exercer qu'une influence morale. Leurs principes sont ceux de la conspiration ouverte. Pas de statuts, pas d'écrits. Un Comité central formé des délégués de chaque groupe vient faire connaître les délibérations des groupes ; tous les mois se réunit une assemblée plénière de tous les membres des Cercles. Les Cercles réunis ont aussi des branches à Liège, Verviers, Anvers et au Borinage. Ils croient à la nécessité de discipliner l'action révolutionnaire, les Cercles recommandant leur organisation à toute organisation nationale.

Le délégué italien, n° 25, parlant au nom des Fédérations Internationales d'Egypte et de Constantinople, fait observer l'importance, au point de vue du mouvement révolutionnaire, de l'élément dont se compose la population étrangère de ces pays.

Sur la situation générale en Italie, le délégué donne les renseignements suivants :

En 1872, l'Internationale s'était constituée là comme ailleurs. Mais, il faut avouer qu'elle était plutôt un fruit exotique. L'ouvrier italien est plutôt un élément conservateur ou indifférent. L'élément révolutionnaire, c'est le paysan, le petit bourgeois et ceux qui n'appellent pas à la société de la bourgeoisie. Le paysan est prêt à l'organisation gréviste, et dans l'Italie centrale le cultivateur et son petit-propriétaire, plutôt conservateur ; mais ceux-ci, plutôt conservateur, subissent une misère terrible, et subissent d'immenses difficultés si on voulait les organiser. Ainsi l'Internationale avait une force réelle seulement en Romagne et en Toscane, et là aussi elle générait, mais il n'est pas certain que les révolutionnaires quoiqu'ils portent le nom de l'Internationale n'en sont que des révolutionnaires ; l'organisation ouvrière, avec ses caisses de résistance n'a pas, et n'a jamais eu, de force réelle. Malgré cela, le parti révolutionnaire a gagné beaucoup en nombre et impulsion révolutionnaire, et nous sommes sûrs que le jour de la révolution, l'idée de l'expropriation et de la mise en commun des terres en commun, très répandue, en ce moment sera mise en pratique ; preuve — les 200, 300 émeutes par an qui se produisent en ce sens.

Quant à la jeunesse révolutionnaire, elle est très nombreuse, tous ceux qui ont, des professions libres, souffrent une gêne d'autant plus grande que la bourgeoisie traverse en ce moment une crise commerciale. Tous, ils entraient jadis dans le parti républicain, mais aujourd'hui ils entrent de préférence dans nos rangs.

Enfin, une révolution politique en Italie est absolument à l'ordre du jour, et nous avons la conviction que chaque révolution politique amènera la révolution populaire, pourvu que le parti socialiste soit organisé et sache où la tirer profit. Au cas contraire, ce serait l'établissement d'une république bourgeoise qui retarderait la révolution d'une cinquantaine d'années.

Le délégué italien, n° 26, lit son rapport. L'Italie est absolument anarchiste-révolutionnaire. Les efforts de cet ex-révolutionnaire pour inviter à ne pas prendre part au Congrès de Londres, ont complètement échoué. L'Italie se divise en trois régions : Haute Italie, l'Italie centrale et l'Italie méridionale. Je ne parlerai pas de la Haute Italie, l'Internationale s'y maintient comme autrefois, avec ses Congrès etc. Outre l'Internationale qui a toujours cherché à empêcher les mouvements proposées ; les évolutionnistes ont profité de ces échecs, mais ils n'ont pas réussi. Nous croyons que tant que peu de cercles d'études, nous ne pourrions rien faire. Nous avons cherché une autre voie. — Dans l'Italie méridionale, l'essentiel est la question agraire sous

ses deux aspects : la misère du cultivateur et son désir de s'emparer des terres. Dans l'Italie centrale, la question sociale se pose sous un aspect plus large. — Nos groupes d'action sont continuellement transformés en sections de l'Internationale. — Le Congrès pourra donner une forte impulsion à l'Italie, mais il devra aussi respecter la situation spéciale du pays qui consiste à demander un groupement dans lequel puissent entrer, à l'Internationale ou non, ouvriers ou autres.

Le délégué du Congrès régional du Midi, explique que les groupes de la région sont tout à fait communistes-anarchistes, ils l'ont toujours été du reste. Les résolutions votées par les congrès du midi prouvent suffisamment qu'elles sont bien représentées, avec le mandat formel de soutenir énergiquement ces principes et aspirations.

Le délégué du Cercle anarchiste de Bruxelles, lit un rapport sur la marche de ce groupe qui se déclare communiste anarchiste. Il est partisan de la suppression totale de toute autorité. L'organisation qu'il s'agit de créer devra, dit-il, être absolument anti-autoritaire ; l'intervention de tous les groupes par contrats librement consentis sera nécessaire, les hommes devront rester libres dans le groupe et le groupe dans la fédération. Il est partisan aussi de l'organisation par corps de métiers, en dehors de toute préoccupation politique.

Le même délégué rend compte d'un rapport collectif des cercles l'Étincelle et l'Avenir de Verviers. Après avoir exprimé leur opinion sur l'Alliance révolutionnaire, le rapport dit qu'ils sont partisans de préparer par le travail à la Révolution, aussi parce qu'elle oblige les travailleurs à s'occuper de leurs intérêts. Ils sont partisans des grèves, bien que jusqu'à ce jour elles n'aient pas profité aux ouvriers. Si les résultats n'ont pas été favorables cela provient surtout du manque d'entente, du manque d'organisation révolutionnaire. Le rapport conclut en s'opposant à toute discipline. Il s'élève contre toute autorité.

Le délégué des Cercles d'études sociales de Reims, donne quelques renseignements sur les groupes qui l'ont délégué. Dans tous il a été voté pour les mesures les plus révolutionnaires. Il croit à la nécessité d'entraîner le paysan dans la lutte pour qu'il ouvre son exploitation. Mais il faut que ceux que l'on entraîne dans cette lutte comprennent bien ce qu'ils font et ce qu'ils veulent, afin qu'au premier échec subi ils ne désertent pas la lutte, comme cela s'est vu malheureusement dans tous les mouvements. En cela suivons l'exemple que donnent les socialistes russes.

Reims est une ville où les patrons règnent en maîtres, mais les ouvriers sont franchement révolutionnaires. Ils demandent la marche en avant, sans retard avant que cette gangrène bourgeoise n'empêche cette marche en avant.

15 juillet (suite)

Les délégués anglais du club social-démocratique de Hammerston lisent leur rapport. — Le parti socialiste n'est pas encore assez fort en Angleterre : les classes ouvrières se laissent trop mener par les politiciens vers ce qu'ils appellent de la politique pratique. Mais les derniers événements, l'affaire Most a beaucoup contribué à faire tomber le voile de leurs yeux, et le parti se constitue : des branches se fondent à Londres et dans les grandes villes. Ces branches sont absolument autonomes et la liaison se soutient entre elles par la correspondance et par l'échange de conférenciers. Leur programme est celui-ci : le travail étant la source de toute richesse, c'est au travail que tout appartient ; tous les êtres humains sont égaux, ceux qui vivent du travail d'autrui sont des tyrans et des voleurs auxquels nous déclarons la guerre. Nos moyens de propagande sont la discussion et la propagation d'écrits, — tant que ce moyen sera possible, mais encore convaincus que ce n'est que par la révolution sociale que nous ferons triompher nos idées.

En Irlande, il existe plusieurs organisations, dont la plus importante est la Land-league. Vous savez que son but est de rendre les fermiers actuels propriétaires du sol qu'ils ont en bail, tout en laissant ainsi la masse du peuple dans la même situation qu'aujourd'hui : le fermier oppresse le travailleur aussi bien que le grand propriétaire. C'est pourquoi nous n'avons pas pris une part active à l'agitation agraire, mais nous aurions pris part s'ils combattaient pour l'abolition de la propriété individuelle.

L'Écosse a aussi la question agraire. Le sol appartient à un nombre limité de propriétaires qui chassent les cultivateurs pour faire place aux troupeaux de bétail, et peuplent les villes de crève-de-faim. C'est pourquoi nous sommes heureux de voir que nos amis ont réussi à constituer en Écosse une Association socialiste des Travailleurs.

La même question agraire se pose en Angleterre. Mais malheureusement, au lieu d'aller à la racine du mal, les mécontents se laissent entraîner dans les sociétés qui se bornent à l'agitation contre le droit de primogéniture et pour la liberté du commerce par rapport au sol.

Les trades-unions actuelles ne sont pas un moyen de perpétuer l'égoïsme et l'esclavage économique. Pour ne citer qu'un exemple : lorsque le gouvernement fit intervenir la troupe dans la grève des mineurs et que nous proposâmes à une trade-union de Londres de voter un blâme au gouvernement, celle-ci refusa sous prétexte de ne pas vouloir intervenir en matière politique.

Le parti socialiste s'organise, pour ces raisons, en dehors des sociétés existantes, avec son propre programme socialiste-révolutionnaire. Il s'organise aussi en dehors de la Fédération Démocratique qui, quoiqu'ayant un bon programme, est plutôt une organisation de la petite bourgeoisie pour faire parvenir quelques-uns des siens au parlement.

Le délégué du Club Slave. — Le Club est composé de Slaves de différentes nationalités. Sans croire que quiconque habitant Londres puisse représenter le pays auquel il appartient, le délégué, étant russe, veut donner quelques renseignements sur le mouvement en Russie.

Chaque pays a ses conditions, et ses procédés d'action, et en Russie, la voie que l'on a choisie est la voie de la "terreur".

A vrai dire, il n'y a que deux partis en Russie : le parti monarchique et le parti socialiste qui veut maintenant le changement, puisque le "statu quo" amènerait la révolution sociale, et il résiste d'une manière désespérée. Le parti socialiste a essayé la voie pacifique ; l'unique réponse fut toujours la prison, l'exil, la corde. En Europe occidentale nous avons le gouvernement des capitalistes et des banquiers, — par l'intermédiaire d'un parlement ou non, peu importe. En Russie, tout le pouvoir est entre les mains du gouvernement, et on s'est forcé de combattre directement ce gouvernement. On ne saurait nier que la situation en Russie n'est donnée par aucun parti politique. Outre le parti terroriste, il y a le parti populariste qui cherche plutôt à faire la propagande dans les villages, mais celui-ci n'a pas la force suffisante pour exercer une influence sérieuse.

Le délégué de la Confédération Mexicaine a été étonné qu'on connaisse si peu en Europe la situation au Mexique et dans l'Amérique centrale et du Sud. Le mouvement socialiste est assez prononcé au Mexique, mais la question sociale y est plutôt une question agraire, comme en Irlande et en Russie. Le prolétariat agraire est très nombreux, la terre étant accaparée par de grands propriétaires. Dans les grandes villes le socialisme gagne du terrain au sein des ouvriers des fabriques. Les notions économiques sont encore peu connues ; les ouvriers, heureusement, ne comprennent rien à cette pure théorie exotique et au socialisme scientifique avec sa centralisation et son besoin d'un travail : ils veulent tout bonnement l'expropriation.

L'organisation des travailleurs pour la révolution sociale est plus sérieuse et puissante qu'on ne le pense. La « Confederación mexicana » est organisée sur le principe fédéra-

tif. Elle compte 18 sections avec environ 1,800 membres paysans. Nous avons deux journaux, dont le socialisme couleur de rose, et deux autres, "la Révolution Sociale" et "la Reforma Social" sont franchement anarchistes. En septembre 1879 quarante hommes courageux se sont emparés de la ville de Queretaro en chassant la junta provinciale et ont proclamé la république communiste et anti-autoritaire. Ils n'ont pas réussi à se maintenir devant la troupe qui survint immédiatement, et en Europe, on a cherché à ridiculiser ce mouvement. Mais nous ne savons assez si le succès peut être considéré comme critérium d'un mouvement. Enfin, le délégué observe que l'idée cosmopolite et internationale trouve peu d'adhérents au Mexique, parce que les étrangers ont trop fait de mal au pays. Mais il espère que cette idée finira bientôt aussi par se faire jour.

Le délégué de la Communauté Icarienne s'en réfère à la brochure : "Précis sur Icarie", pour les détails de l'organisation. Après la scission, la jeune branche s'est prononcée complètement révolutionnaire et anarchiste, son journal "Le Communiste-libertaire" servira à propager ses idées dans les masses.

Le délégué répond ensuite aux objections soulevées contre ceux qui émigrent en Amérique, en disant que chercher à établir la vraie communauté, c'est prêcher d'exemple, et répondre à toutes les objections qui soulèvent ce mode de vie.

Le délégué de la Commission d'organisation en Roumanie. — Les idées du socialisme y ont été propagées d'abord par les émigrés russes qui rencontrèrent immédiatement des sympathies au sein de la jeunesse des écoles. Au dernier congrès des étudiants roumains, la majorité s'est déclarée socialiste, et plusieurs écoles supérieures, dont le délégué donne les noms, se sont constituées en clubs socialistes. Les journaux ont eu deux, la "Basarabia" et la "Romania Vitôre", mais la liberté de la presse, respectée jusqu'alors, a été violée pour supprimer ces deux journaux, dès que le gouvernement s'est aperçu de la force qu'ils avaient acquise. Quant au caractère du socialisme en Roumanie, il est plutôt anarchiste en Moldavie et plutôt nationaliste en Valachie ; les anciens radicaux, comme Bratiano, ex-élève de Lamennais et ministre aujourd'hui, sont les ennemis les plus acharnés du socialisme ; quant à Rosetti, l'ami de Mazzini et jacobin, il ne veut rien comprendre au socialisme.

Le délégué de l'"Alliance révolutionnaire de Paris". — Les groupes anarchistes de Paris ont eu beaucoup à lutter contre les socialistes évolutionnistes. Maintenant, ils se sont organisés, et ils comptent environ 300 membres actifs et régulièrement organisés. Quant aux minimistes, ils sont évidemment en décroissance, et après les élections ils ne peuvent que perdre du terrain, puisque les hommes de tempérament révolutionnaire qui les suivent encore verront forcés de s'en détacher.

Le délégué des Socialistes révolutionnaires allemands de Bruxelles. — Le mouvement parmi les socialistes-révolutionnaires allemands gagne toujours du terrain. Les dernières attaques de la bourgeoisie contre les socialistes, l'agitation des soi-disant socialistes d'Allemagne, c'est-à-dire les meneurs, comme Liebknecht et Bebel, et l'arrestation de notre ami Most, les a engagés à agir avec plus d'énergie que précédemment.

Nous tâchons de faire une propagande énergique, non seulement parmi les allemands à Bruxelles, mais aussi en Allemagne même.

D'accord avec nos amis de Paris et de Londres nous tâchons de tenir le drapeau de la Révolution bien haut, pour que les peuples de tous les pays puissent le voir arriver à notre but commun, la Révolution Sociale, nous sommes convaincus que nous devons faire surtout de l'agitation révolutionnaire.

La déléguée de Boston, Massachusetts, États-Unis, lit un rapport élaboré, sur les éléments révolutionnaires du pays, auquel nous empruntons les renseignements suivants : — En premier lieu, la "Ligue agraire irlandaise", la plus jeune, ayant tout l'entrain de la jeunesse, et que les meneurs Parnell et compagnie ont toutes les peines à contenir dans

une révolte ouverte contre l'Angleterre. Les grandes sommes envoyées d'Amérique pour la Ligue mais on croit généralement que l'émancipation de l'Irlande sera plutôt due aux Fénians. Seul le nom de la Ligue à faire baisser les mêmes prix aux États-Unis, est celui de Michel Davitt.

Une autre organisation révolutionnaire est celle des "Molly Maguires", dont la force se trouve surtout dans les montagnes du district minier de Pennsylvanie. Les compagnies minières et les chemins de fer les appellent « Brigands des mines » et « Terreur Noire ». Ce sont pour la plupart de jeunes gens irlandais mis par les patrons sur la liste noire à la suite de leur participation aux grèves. Ils disent qu'un seul remède : « notre violence, c'est notre moyen, notre justice — notre but ». On leur attribue tous les incendies et tous les meurtres de propriétaires aux États-Unis. Ils sont immédiatement arrêtés à la suite de ces faits, et sont l'objet de la fureur populaire par un jury pris, après d'occasion. Et cependant ils se répandent toujours.

Les groupes connus sous le nom d'"Anti-Lorillard Bands" se sont constitués pour « boycotter » (imposer à la population le refus de rien vendre que ce qu'un certain capitaine Boycott a exclu ainsi de la société) et punir par leurs patrons « lorillardant » les ouvriers. Lorillard, c'est le nom d'un grand fabricant de tabac qui a rédigé et forcé tous ceux qui voulaient travailler chez lui, à signer un engagement d'après lequel le patron a le droit, à chaque instant voulu, de fouiller les ouvriers et leurs logements, à chaque heure du jour et de la nuit, sans mandat aucun ! Si un ouvrier refusait de signer, il était aussitôt renvoyé et mis à l'index ; et l'association qu'on « lorillardait » ainsi le patron et ses ouvriers, à la suite de laquelle on a formé cette force fantaisiste de ces messieurs, à la suite d'une grève engagée par des jeunes femmes, suivie par une grève d'hommes qui a éclaté à la suite de cette mesure. Les Bandes anti-Lorillardes sont une société secrète, dont les moyens de vengeance sont très cruels : les victimes ne racontent ce qu'elles ont subi qu'aux docteurs seulement et à la police secrète.

Les "Hoodlemuns" ou Jeunes Ours de la Californie sont encore un élément révolutionnaire. En partie vagabonds, en partie ouvriers, ils sont pour la plupart d'origine irlandaise. Il y a quelques années, sous la direction de Denis Kearney, ils s'opposèrent au débarquement des Chinois qui venaient baisser les salaires en Californie, en vivant dans des cabanes, avec une prostituée pour chaque 100 hommes, en se nourrissant de rats et de riz. Les Hoodlemuns tenaient des meetings à Sand Lots, et leur cri était : « Les Chinois doivent s'en aller ! » Aux dernières élections, ils ont eu le pouvoir, et ils ont refait la Constitution de l'État de Californie ; mais, comme leur sort ne s'en est pas trouvé amélioré, ils ont résolu de ne plus s'occuper que de bombes, au lieu de bulletins de vote.

Les "Révoltés des Mers" sont une société secrète qui envoie ses membres comme voyageurs de troisième sur les vaisseaux, pour pousser les émigrés arrivant en Amérique à se révolter contre le mauvais air, le manque de place et les mauvais traitements des chefs de l'équipage de ces vaisseaux. La société est purement américaine, elle veut réveiller l'esprit de révolte contre l'exploitation chez les émigrés qui arrivent en Amérique. Mais elle est mal placée et elle devrait être soutenue en Angleterre, à Liverpool, etc., aux lieux d'embarquement des émigrés.

Les "Tramps", les vagabonds, constituent un élément révolutionnaire très important. Ce sont les plus déshérités des révolutionnaires. Ils n'appartiennent à aucune classe, étudiants, acteurs, buralistes, ouvriers, ils ont été jetés dans la rue par les spéculations des grandes maisons de commerce et d'industrie, mais surtout ce sont les grandes filatures et usines, par leurs "lock-outs", qui remplissent les rangs des vagabonds. Comme vagabonds, ils ont appris à haïr l'usage de tout, et jettent la terreur des fermiers. Rentrés dans une usine, il y a toujours l'apport du vagabond haï des grandes routes et les mêmes haines, contre « le gros fermier » qui refusait du pain quand ils mouraient de faim, et

contre les « exploiters industriels » qui les font travailler comme des nègres. Les patrons disent qu'un seul "tramp" suffit à mettre la gangrène dans le troupeau des ouvriers dociles jusqu'alors. Ils constituent toute une organisation, dans laquelle "la mère" ne doit être la femme de personne, reçoit le butin et juge dans les disputes, et où ils se cachent pour leurs excursions.

La délégation donne encore d'autres renseignements très intéressants, mais, pour ne pas trop empiéter sur les colonnes du "Révolté" nous nous bornerons à ces quelques extraits de son rapport.

Un délégué soulève une question, celle de savoir pourquoi l'Irlande n'est pas représentée au Congrès.

Il est répondu qu'il, quoiqu'il y ait des socialistes en Irlande, le mouvement n'a pas de caractère commun avec le socialisme. Lorsque Parnell vient en Amérique, il lui fut manifesté une immense sympathie par le mouvement irlandais : le premier jour on réunit déjà 30,000 dollars, et si le mouvement avait été réellement révolutionnaire, il aurait trouvé beaucoup plus de sympathies encore. Mais, il a dévié de la voie parlementaire : Parnell n'est pas le radical ni nullement socialiste. Enfin, le mouvement est trop dirigé par les prêtres, pour que les révolutionnaires irlandais puissent sympathiser avec notre Congrès.

La Commission d'organisation constate qu'elle a fait toutes les démarches nécessaires pour amener les Irlandais à se faire représenter au Congrès ; ces démarches n'ont pas abouti.

Outre les groupes qui se font représenter au Congrès, plusieurs autres groupes et partisans ont envoyé des adhésions.

En voici les noms :

- Le groupe socialiste-révolutionnaire de Mirandola (Italie).
- Un groupe de socialistes de la Romagne, qui n'envoie pas de délégué mais qui exprime ses sympathies à ceux qui veulent l'union de tous les socialistes sans différence de système.
- Un groupe de socialistes-révolutionnaires français habitant Paterson, à New Jersey (États-Unis).
- Un groupe de révolutionnaires de Vienne (Isère).
- Le Club International de Marseille qui recommande d'adopter pour l'organisation les Statuts de l'Internationale de 1873.
- Le groupe l'Alarme de Narbonne.
- La Section socialiste de Glasgow, Écosse.
- L'Associação União dos Trabalhadores de Porto, Portugal.
- La rédaction de la "Rowność", journal polonais, publié à Genève.
- La rédaction du "Lavoratore" de Gênes, Italie.
- Le groupe de Rivesaltes (Pyrénées).
- Le compagnon Cafiero qui télégraphie qu'il ne peut venir et envoie son adhésion au Congrès.
- Un socialiste-révolutionnaire autrichien.

Les débats proprement dits commencent le 15 juillet, dans la troisième séance du soir.

Nous tâcherons de les résumer aussi complètement que possible ; mais nous devons dire que, la plupart des délégués n'ayant pas remis au secrétariat les résumés de leurs

discours, nous avons eu beaucoup de peine à combler ces lacunes, en nous basant tantôt sur nos notes prises, soit sur les délégués jurassiens. Nous sommes sûrs d'avoir rendu exactement le caractère général des débats et de n'avoir pas laissé échapper aucun des arguments principaux, énoncés dans la discussion. Il peut y avoir, cependant, quelques petits détails qui nous auront échappés.

Après une discussion sur l'ordre du jour, dans laquelle les délégués allemands tiennent à établir les principes des programmes, mais qu'ils n'entreront pas dans la discussion des principes et des programmes qu'ils tiennent à constituer une entente pratique entre les diverses organisations, — le Congrès entre dans la discussion générale.

Le délégué d'Italie n° 25 : Pour nous organiser il faut chercher le terrain qui nous est commun à tous, et je crois le trouver dans le fait que nous nous proposons tous de détruire l'ordre social actuel et que nous sommes convaincus qu'il n'y a d'autre moyen que la force matérielle.

Nous devons avoir en vue le double but de créer un organe qui nous mette en relation constante avec les masses et nous propager de nos idées dans leur sein, et pour les pousser à la révolte ; et, d'autre côté, un instrument puissant pour attaquer violemment la société et défendre les intérêts révolutionnaires. Je crois que l'Association Internationale des Travailleurs, contenant dans son sein des groupes d'action secrètement organisés et fédérés, répond parfaitement à notre but. Il faut pourtant que le programme de cette association soit accentué à ce qu'on lui donne plus d'importance, à ce qu'on appelle le côté politique, c'est-à-dire, la lutte contre les gouvernements. L'Internationale s'est généralement occupée, presque exclusivement, de la lutte économique. Je suis loin de méconnaître que l'oppression économique est la cause principale de toute oppression, mais il ne faut pas oublier que l'État est le gardien de la propriété et qu'on n'arrivera à être propriétaire qu'en passant sur le corps du gendarme. Certainement l'importance relative de la lutte économique et de la politique change selon les pays et les époques ; et il y a des pays, où il y a à craindre que la prochaine révolution ne soit qu'une simple révolution politique. En Italie, je suis convaincu que toute révolution à laquelle participerait le peuple, surtout le peuple des campagnes, serait nécessairement une révolution sociale.

Je propose donc l'adhésion à l'Association Internationale des Travailleurs, reconstituée révolutionnairement.

Le délégué des groupes de Darmstadt. — Les Allemands socialistes-révolutionnaires ne veulent pas de dictature, ni de pouvoir quelconque au sein de l'organisation internationale. Ils tiennent à l'indépendance absolue des organisations nationales, mais ils veulent constituer une vraie fédération révolutionnaire des organisations existantes.

Le délégué de Levallois-Perret lit le rapport de cette section qui conclut à la reconstitution de l'Association Internationale des Travailleurs, et à la constitution d'une alliance socialiste-révolutionnaire complète avec l'autonomie complète des groupes.

Le délégué du Panthéon. — Les organisations qu'il représente ne veulent aucun bureau central. Elles admettent un bureau de renseignements, cependant en conservant et en agrandissant la correspondance directe des groupes entr'eux.

Le délégué des Cercles Réunis. — Nos groupes ont une organisation centraliste, mais demandent que la fédération des organisations se base sur le terrain de l'autonomie complète des groupements. Quant au but représenté, elle veut la révolution politique et en même temps, la révolution économique.

Le délégué d'Amérique, n° 5. — Le Congrès n'a pas à décider, sur quelles bases chaque pays doit s'organiser. Chaque pays a ses conditions propres d'existence. Nous savons bien ce que c'est que l'anarchie, mais nous ne la croyons pas encore possible que pour l'avenir. Nous demandons l'indépendance des organisations nationales, lesquelles doivent avoir, chacune, un bureau pour la correspondance avec les organisations des autres pays.

Le délégué de la Fédération Espagnole expose les principes de l'organisation telle qu'elle s'est constituée en Espagne. Les bases de l'organisation sont fondées sur les corps de métiers ; outre ceux-ci, dans chaque localité il existe des sections mixtes, composées de personnes appartenant à divers métiers. La Fédération Espagnole attache une grande importance à cette organisation des métiers. Elle est persuadée que ce genre d'organisation est le seul qui lui permette de grouper la grande masse des travailleurs, de semer à pleine main les idées de la révolution sociale et de préparer les forces qui, le jour de la révolution, sans attendre le mot d'ordre d'où que ce soit, s'empareront des instruments de travail et du capital social. Ce genre d'organisation, les résultats obtenus jusqu'ici sont excellents : l'Internationale a résisté à toutes les attaques dirigées contre elle par le gouvernement, et le jour de la révolution, dans les sept provinces où elle est bien organisée, elle présentera une force réelle. Dans le sein même de cette organisation existe une autre organisation, celle des hommes d'action. — Les principes de l'Internationale en Espagne ont toujours été ceux de l'autonomie complète des sections et de fédérations. Il y a un Conseil fédéral, mais il n'exerce aucune autorité sur les groupes ; ce n'est qu'un bureau de renseignements, un intermédiaire pour la correspondance ; cependant on correspond aussi directement entre les groupes, dès que la nécessité s'en présente. Le délégué explique, par plusieurs exemples, le fonctionnement de ce genre d'organisation et son mode d'action.

Le délégué d'Amérique, n° 5, fait ressortir les traits communs de ce genre d'organisation avec celle qui est constituée en Amérique.

Le délégué n° 26 : si on devait se constituer dans tous les pays absolument comme en Espagne, ce serait impossible : il faudrait désorganiser ce qui existe. Il existe en Italie nombre de groupes d'étudiants, devraient-ils se désorganiser pour entrer dans l'Internationale ? Il ne faut pas se baser sur l'organisation ouvrière. L'ouvrier aujourd'hui a moins d'être une force qu'une faiblesse. La question ouvrière n'est pas seulement une question ouvrière : il faut donc le concours de tous les révolutionnaires, ouvriers ou non, pour la résoudre. Je propose donc que la nouvelle organisation s'appelle "Association Internationale Socialiste-révolutionnaire". Nous sommes communistes-anarchistes, nous ne pensons pas qu'il faille en parler dans le programme, d'autant plus que le communisme anarchiste encore incomplètement défini doit se développer par la révolution. A présent il faut faire la révolution. Je crois que l'organisation ne doit pas se baser sur les groupements nationaux, mais plutôt chercher les ressemblances dans la situation qu'on rencontre dans l'ensemble de l'Internationale. L'Italie méridionale, par exemple, ressemble beaucoup plus à l'Espagne qu'à la Haute Italie : donc devrait se rattacher plutôt avec celle-ci qu'avec elle. L'organisation devrait être constituée par le lien international et les organisations nationales disparaîtraient dans l'ensemble.

Le délégué du "Révolté" ne croit pas qu'on puisse négliger le genre de programme. Pour savoir quel genre d'organisation nous voulons établir, il faut déterminer le but que nous visons. Si nous pensons, par exemple, qu'il suffit de prendre la place et de décréter la révolution, nous pourrions nous constituer en une armée de conspirateurs, ayant tout le caractère des anciennes sociétés secrètes avec leurs chefs et sous-chefs. Mais ce n'est pas ainsi que nous concevons la révolution, du moins la Fédération Jurassienne et la Fédération Espagnole ; nous croyons que, pour que la prochaine révolution ne soit pas escamotée par la bourgeoisie, il faut qu'elle porte, dès le début, un caractère décisif contre la propriété individuelle : qu'elle débute, dès le début, par la prise de possession, par les travailleurs, de toute la richesse sociale, pour la mettre en commun. Cette révolution ne peut être faite que par les travailleurs eux-mêmes : elle ne peut être faite que lorsque les travailleurs des villes et les paysans, insurgés contre le pouvoir, dans chaque village,

s'empareront de la richesse appartenant aujourd'hui à leurs exploiters, sans attendre l'ordre d'aucun gouvernement.

Pour cela il faut que la grande masse ouvrière non-seulement se constitue en dehors de la bourgeoisie, mais que, dans la période qui précédera la révolution, elle ait son action propre. Jusqu'ici, le parti socialiste a laissé l'action aux théoriciens. Maintenant, il doit devenir un parti d'action, qui lui est propre, et une partie d'action pratique lorsqu'il existe une forte organisation ouvrière.

On est venu nous parler du rôle de l'organisation. La bourgeoisie révolutionnaire peut faire des conspirations, elle peut renverser un gouvernement — elle ne peut pas faire la révolution. C'est le peuple, seul, qui pourra renverser le régime de la propriété individuelle.

Dès que cela est admis, le caractère de l'organisation que nous avons à constituer en découle immédiatement. C'est la masse des travailleurs que nous devons chercher à organiser. Nous, les petits groupes révolutionnaires, nous devons nous noyer dans l'organisation populaire, y inspirer leurs aspirations et leurs haines par les nôtres. Lorsque la masse des travailleurs sera organisée et que nous serons avec elle, pour lui faire germer l'esprit de révolte contre le capital — et les occasions pour cela ne manqueront pas, — alors nous aurons droit d'espérer que la prochaine révolution ne sera pas escamotée, comme l'ont été les révolutions précédentes : qu'elle sera la révolution sociale.

Le délégué de l'"Union des Ouvriers en bâtiment de la Catalogne" expose la nécessité d'organiser les corps de métier. Puisque nous sommes d'avis que lors de la prochaine révolution, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui doivent s'emparer des instruments de travail, nous devons, partout où nous le pourrons, organiser cette force qui, seule, pourra accomplir la révolution.

Le délégué n° 10 des groupes socialistes-révolutionnaires allemands en Suisse, est d'accord que l'organisation des corps de métier, comme celle en Espagne, est excellente ; ces corps de métiers doivent être organisés, et les hommes d'action doivent entrer dans ces organisations, entretenant entre eux une liaison continuelle et ferme.

Le délégué n° 25 : L'Association à laquelle je propose l'adhésion est assez large pour que toutes les organisations qui en acceptent le programme puissent y adhérer sans avoir besoin de changer ce qui existe, ou se dissoudre pour se reconstituer sous une forme nouvelle. Je ne puis accepter le rôle que le compagnon italien (n° 26), attribue à l'élément ouvrier dans la révolution. Certainement le travailleur n'est pas la seule force de la révolution : en Italie surtout, tout, les bourgeois déclassés ont une immense force révolutionnaire. Mais, il ne faut pas l'oublier, le travailleur est la seule garantie de la révolution. Les ouvriers peuvent ne pas faire la révolution, mais, comme classe, ils ne peuvent pas la trahir. — Certainement la question ouvrière n'est pas toute la question sociale, mais elle est bien la clef de la voûte de toutes les autres questions ; et la manière de la résoudre est la pierre de touche pour distinguer le socialiste. — Que l'Association soit ouverte à tous ceux qui luttent contre la société actuelle ; mais je ne veux pas que même le nom de l'Association indique que ceux qui y entrent font cause commune avec les ouvriers.

Je suis communiste anarchiste, mais je pense qu'il ne faut pas retenir toujours comme base non le principe de nationalité proprement dit, mais le groupement politique auquel on est soumis. Je crois naturellement affirmer la liberté pour chacun de se fédérer ou de n'importe quel groupe de l'Internationale. Dans une fédération spéciale par exemple, entre l'Italie méridionale et l'Espagne, je ne vois aucune utilité, de ce n'est pas les théoriciens qui étudiant des pays semblables, peuvent facilement se rencontrer pour leur conclusions. Tandis que dans la fédération entre la Haute et la Basse Italie, il y a l'action

commune de l'attaque et de la défense contre le gouvernement. Je crois que la fédération doit être d'autant plus intime que les intérêts communs sont plus semblables.

J'insiste sur cela parce qu'autrefois on était tombé dans cette erreur de l'exagération de l'internationalisme et la conséquence en a été que des pays où les occasions révolutionnaires ont pu échapper attendre que les autres pays soient prêts.

Chaque pays travaille pour tous... et dans l'intérêt même de la révolution internationale il faut que chaque pays profite de toutes les circonstances qui se présentent sans attendre les autres. La révolution se communique très facilement le plus difficile c'est de la commencer dans un pays quelconque.

Le délégué de l'"Union des Ouvriers en bâtiment de la Catalogne" expose la nécessité d'organiser les corps de métier. Puisque nous sommes d'avis que lors de la prochaine révolution, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui doivent s'emparer des instruments de travail, nous devons, partout où nous le pourrons, organiser cette force qui, seule, pourra accomplir la révolution.

Le délégué n° 26 : Relève l'inconvénient de cette sorte d'infériorité dans laquelle se trouvent les révolutionnaires non travailleurs dans une organisation qui s'appelle Association des travailleurs, et insiste pour que la nouvelle organisation s'appelle Ass. int. socialiste-révolutionnaire.

Le délégué n° 9 de l'"Union communiste de Londres" demande qu'on ne s'attarde pas davantage dans la discussion théorique et que l'on procède à la constitution de l'organisation.

Dimanche 17 juillet

Ne pouvant disposer ce jour-là du local, le Congrès n'a qu'une courte séance entre 1 et 3 heures et une seconde le soir, de 7 à 11 heures.

La Commission dépose son rapport. Elle est d'avis de proposer aux groupes représentés au Congrès, d'adopter tels que les « Considérants » de l'Association Internationale des Travailleurs, en apportant une déclaration à ce sujet (Voy. le n° 11 du "Révolté").

Le délégué de "la Révolution Sociale" demande la suppression du mot « morale » dans les statuts.

Les délégués de Levallois-Perret et n° 5 d'Amérique soutiennent cette proposition, et il s'engage une vive discussion à ce sujet.

La Commission propose de ne rien toucher aux « Considérants ». Si nous voulions les réviser, il faudrait aussi rayer les mots de "justice" et "vérité" qui peuvent donner lieu aux mêmes malentendus que le mot "morale". Ces « Considérants » sont un monument historique, qui a marqué une nouvelle phase dans le développement révolutionnaire du prolétariat. Nous reprenons maintenant la tradition de l'Internationale, en accentuant son action au point de vue révolutionnaire.

Les délégués des fédérations de l'Internationale tiennent à ce que les considérants soient conservés intacts. Ils croient que l'on peut suppléer au vague de certains passages par une déclaration qui sera soumise aux fédérations représentées et qui sera probablement adoptée.

Le délégué des États-Unis n° 5 propose enfin une déclaration sur le sens du mot "morale" et cette déclaration est adoptée à l'unanimité. (Nous l'avons déjà publiée dans le numéro précédent.)

Suite de la séance du 17 juillet

La discussion est ouverte sur la nécessité d'un Bureau International de renseignements.

Le délégué n° 11 a le mandat de s'opposer à la constitution d'un bureau central. Le bureau présente des dangers. Le Conseil Général de l'Internationale n'était d'abord qu'un bureau de correspondance, mais il devint un pouvoir qui a fini, au Congrès de la Haye, à exclure de l'Internationale toute la Fédération Jurassienne.

Le délégué n° 40 (Paris) explique que la Commission serait la première à s'opposer à la constitution d'une autorité au sein de l'organisation ; mais elle considère impossible pour tous les groupes d'être en correspondance continuelle entr'eux ; elle a cherché à trouver un mécanisme quelconque, et comme elle ne voit pas de meilleur que le bureau international, si l'on en trouve un meilleur, elle s'y ralliera.

La délégation des groupes des 6°, 11° et 20° arrondissements de Paris. — Les groupes s'opposent formellement à un bureau central ; la correspondance entr'eux suffit à tous les besoins.

A la séance du soir, on procède d'abord à l'organisation du meeting international du lundi soir.

La parole est donnée ensuite pour la lecture des rapports qui n'ont pas encore été lus.

La citoyenne déléguée de Boston lit son rapport (déjà publié).

Le délégué n° 39 (Paris), qui a mandat de s'opposer à toute centralisation, après avoir étudié le rapport de la Commission, se rallie franchement à un bureau national, à condition qu'il soit toujours provisoire jusqu'au prochain Congrès, lorsque l'organisation sera définitivement constituée.

Le délégué d'Italie n° 25 ajoute peu de chose à ce qu'il a déjà dit. Dans l'Internationale il y a eu un Conseil Général qui, dès le début, a eu des pouvoirs absolus. Il ne l'était pas dès le commencement ; on n'y avait pas amené les groupes qui voulaient s'affilier à l'Internationale à avoir l'obligation de lui faire des rapports, ni de lui laisser le pouvoir de changer le lieu et l'époque des Congrès. Il était un pouvoir et il a abusé de l'autorité qu'on lui avait donnée. Mais, après le Congrès de la Haye, l'Internationale a eu trois mois de bonne santé, sans qu'aucun bureau, fût-ce un bureau fédéral de correspondance, y ait été établi sous quelque forme que ce soit. — On a parlé de bureaux nationaux, mais la France n'en veut pas. — Comment fera-t-on, en outre, pour mettre en relations tous les pays qui n'ont pas d'organisation ouverte et qui voudront entrer dans l'Internationale ? S'ils s'adressent à un groupe qu'ils connaissent, celui-ci peut ne pas leur communiquer leur adhésion, tandis que le bureau aura le devoir de la communiquer à tous les groupes.

Le délégué d'Icarie propose un bureau par pays. Ce ne serait pas violer l'autonomie. Les bureaux nationaux pourraient servir d'intermédiaires dans les correspondances.

Le délégué de Paris n° 40. — Comme délégué je me rallie à la proposition du délégué n° 39, c'est-à-dire, que le bureau soit nommé pour un an, dans le pays que l'on aura choisi pour le prochain Congrès. Quant aux bureaux nationaux, c'est absolument la même objection contre le bureau central. On craint que le bureau ne s'empare de pouvoirs, mais le danger se contrebalance par la facilité qu'ont les groupes de correspondre directement, et par le terme d'un an donné au bureau.

Le délégué n° 34 de l'"Alliance" proteste contre tout bureau central. C'est la constitution d'un pouvoir dictatorial. Le délégué proteste contre toute organisation de ce genre parce que toute organisation de ce genre unit une dictature. Il demande que les groupes correspondent directement entr'eux.

Le délégué de la "Fédération Mexicaine" se rallie à la proposition de la Commission et s'oppose à la constitution d'un bureau central.

Le délégué du "Congrès régional du Midi" a mandat de s'opposer formellement à la constitution d'un bureau central. Il y a vu la constitution d'un pouvoir dictatorial. Aucune centralisation, aucun bureau, rien que la correspondance des groupes entr'eux.

Le délégué n° 41 de la "Section anglaise du Club social-démocratique de Londres" fait ressortir les dangers d'un bureau. Si on saisisait tous les hommes du bureau, on saisisait toutes les adresses. Il croit impossible d'admettre que tous les groupes puissent correspondre directement avec ceux et que chaque groupe se livre directement aux gouvernements. Il propose donc de livrer par pays.

Le délégué n° 6 du Bas-Rhin croit que le bureau central reste un grand danger quoi qu'on en dise. Si le congrès arrive à constituer un bureau international, ce sera une faute, sur laquelle, il espère, on reviendra au prochain Congrès.

Le délégué de Paris n° 40. — Trois propositions se trouvent en présence : 1) bureau international de renseignements ; 2) bureaux nationaux ; 3) pas de bureaux. — Il ne voit aucun danger à la constitution d'un bureau international, mais il y voit certains avantages. Les groupes qui voient un danger dans un bureau international, n'ont qu'à ne pas du tout correspondre avec lui et être en correspondance directe avec les groupes qui voudront leur donner leurs adresses. — Les groupes qui accepteront ce bureau, correspondront tout aussi bien entr'eux, mais ils pourront aussi correspondre avec le bureau international. Quant au bureau, il croit qu'il pourrait rester dans le pays chargé de l'organisation du prochain Congrès.

Le délégué des groupes allemands en Suisse. — Quelles garanties trouve-t-on dans les bureaux nationaux ? Ils peuvent être saisis comme le bureau central. — On parle toujours de dictature. Nous saurons mettre le bureau par-dessus bord s'il s'avise de s'arroger quelque pouvoir. Il y a trois délégués qui ne veulent aucun bureau. Que veulent-ils ? Avoir toutes les adresses ? — Mais jamais nous ne les leur donnerons, et avec ou sans bureau, ces groupes resteraient ainsi en dehors de l'organisation. Il propose donc d'adopter le projet de la Commission.

La discussion continuant sans qu'il se produise des arguments nouveaux, la clôture est demandée, et l'on passe à l'appel nominal pour constater les diverses opinions.

Les délégués de Levallois-Perret, du Midi, de l'Alliance de Paris, du Congrès des 6°, 11° et 20° arrondissements se prononcent contre tout bureau.

Les délégués d'Amérique (n° 5) et de la Communauté Icarienne, se prononcent pour, ainsi que le délégué de la Fédération Espagnole qui en réfère à sa fédération.

Les délégués de "la Révolution Sociale", de Bruxelles (n° 35), de Boston (n° 36), et du Panthéon (n° 40) votent pour une proposition conçue en ces termes : « les groupes correspondront selon leurs préférences, soit avec des bureaux isolés, soit avec des bureaux régionaux, dans les pays où il plaira aux adhérents de l'Internationale d'en constituer, avec la Commission d'organisation du prochain Congrès ».

Tous les autres délégués se prononcent, pour la proposition de la Commission, soit, indifféremment, pour cette proposition ou pour la précédente qu'ils considèrent identique à celle de la Commission.

Après la constatation des opinions, les délégués n° 5 et 35 déclarent accepter le projet de la Commission, c'est-à-dire, l'idée d'un bureau international.

18 Juillet

Avant de commencer les débats, les délégués d'Espagne, n° 14, et d'Italie, n° 25, présentent la déclaration suivante :

« Les délégués rappellent que le Congrès n'a pas à voter aucune espèce d'organisation. Sur ces questions, il ne fait que des propositions qui doivent être soumises aux organisations. »

Le Congrès, considérant que la même décision a déjà été prise dans une séance précédente, prend note de cette déclaration.

La discussion est ouverte sur l'organisation du bureau international de renseignements.

Plusieurs délégués proposent d'abord d'en charger une organisation ou une fédération existante, tandis que d'autres proposent de déterminer d'abord une ville où siégera le bureau, et d'y nommer, soit une seule personne, soit plusieurs personnes par pays, pour constituer le bureau.

Après la proposition d'en charger une organisation, la discussion roule sur le lieu où devra être placé le bureau et la manière de le constituer.

Il est établi, au cours de la discussion, et le délégué espagnol tient à ce que cela soit constaté au procès-verbal, qu'il ne s'agit pas de constituer une commission provisoire, chargée de recevoir les adhésions et de les communiquer aux groupes. Les organisations elles-mêmes auront à approuver ou à désapprouver l'idée de constituer un bureau et à désigner le lieu où il siégera. Ce n'est que pour la nomination d'une Commission provisoire qu'il est pris part aux débats.

On convient ensuite que le bureau devra être constitué de trois membres, nommés par le Congrès lui-même, le Congrès ne voulant pas abandonner le choix des membres à une fédération quelconque.

On procède ensuite à la constatation des opinions sur le lieu où le bureau devra être constitué.

Les délégués n° 2, 5, 10, 12, 13, 15, 20, 22, 24, 27, 31, 32, 35, 43 et 44, se prononcent pour Londres. Les délégués n° 3, 16 et 39 — pour la Suisse. Les délégués n° 11 et 38 contre tout bureau; le délégué n° 18 s'abstient; et les délégués n° 1, 4, 6, 7, 8, 9, 14, 17, 19, 21, 23, 26, 28, 29, 30, 33, 34, 37, 40 (malade), 41 et 42 sont absents.

Les trois membres du bureau sont nommés. On nomme, en outre, trois suppléants, en cas de maladie ou du départ de Londres d'un des membres.

L'adresse du bureau est : John Poor, 6, Rose Street, Soho Square, Londres, W.

La discussion continue sur le projet de la Commission, notamment, sur les conditions d'admission dans l'Internationale.

Le délégué d'Italie n° 25 a la parole pour expliquer l'idée de la Commission. — L'idée est que chaque groupe a le droit d'entrer dans l'Internationale, s'il en accepte les principes, même tout individu. Si un individu ne fait partie d'aucun groupe, il annonce son adhésion au bureau, celui-ci n'aura qu'à le mettre en relation avec la section la plus voisine.

Le délégué du Panthéon (n° 40) s'oppose à cette proposition. Il croit qu'un groupe ne présente pas plus de garanties qu'un individu. Il propose donc d'admettre l'adhésion individuelle.

Le délégué de la Commission d'organisation demande, ce qui sauvegarde le mieux le principe d'autonomie de l'individu : entrer dans une section, ou demander l'admission par bureau ? — Il se prononce donc pour l'explication donnée par le délégué n° 25.

Le délégué d'Italie n° 25. — Nous sommes d'un doctrinarisme épouvantable. Notre autonomie est absolue comme principe, si personne ne se met en discussion. Mais un groupe présente une certaine garantie de la sincérité de la personne qui veut entrer dans l'Internationale. Ce n'est pas une garantie absolue, mais c'en est une.

La discussion étant close, la proposition de la Commission est adoptée à l'unanimité, moins le délégué de l'Alliance.

La question des contributions pour couvrir les frais du bureau international est à l'ordre du jour.

Le délégué des groupes allemands de Suisse propose de verser par nombre de membres de chaque organisation ayant accepté le Congrès.

Le délégué de l'"Union Communiste de Londres" propose de ne pas fixer la cotisation.

La Commission est contre les contributions obligatoires : elle croit que chaque groupe enverra lui-même la cotisation.

Le délégué du "Révolté" propose que, séance tenante, chaque organisation s'engage à verser.

Le délégué d'Amérique (n° 5) soutient cette proposition.

Il est décidé que la liste soit passée aux membres du Congrès, et les organisations suivantes s'engagent à verser immédiatement une certaine somme : Société Slave, Groupe allemand de New-York, Fédération Jurassienne, la Jeunesse Indépendante.

La discussion est ouverte sur la date et le lieu du prochain Congrès.

Le délégué des groupes de Darmstadt et de Paris s'oppose à la fixation d'une date pour le prochain Congrès. Le Congrès ne doit résulter que des nécessités mêmes de la lutte et des circonstances. Il pourra être convoqué, quand la nécessité s'en présentera, par les groupes eux-mêmes.

La délégation de la Fédération Espagnole propose que les groupes, en faisant leurs adhésions, expriment en même temps s'ils veulent qu'un Congrès soit convoqué pour l'année prochaine et qu'ils proposent la ville où le Congrès devra se réunir.

Le délégué du "Révolté" est d'avis qu'il faut instituer des Congrès réguliers, et que cela soit dit dans le pacte fédéral. Les Congrès réguliers donnent une certaine vitalité au parti, et servent à fortifier l'organisation. Ils sont d'autant plus nécessaires pour la jeune organisation qui surgit du Congrès. On se prépare mieux aux Congrès dans les grandes lignes, lorsqu'on sait d'avance qu'il aura lieu et à peu près à quelle époque. On éviterait ainsi les hésitations qui se produiraient si la date du Congrès n'était pas fixée d'avance. Il propose donc d'introduire dans le pacte fédéral que les Congrès auront lieu une fois par an.

Le délégué des groupes allemands en Suisse soutient la proposition de la Commission.

Le délégué des groupes allemands des États-Unis croit que c'est vrai malheur d'avoir trop de Congrès pour le parti révolutionnaire aux États-Unis. C'est une perte d'argent et de temps pour paraître être trop employés sans nécessité. Les groupes, lorsqu'ils sentent la nécessité de s'entendre entr'eux, peuvent proposer de convoquer un Congrès et ce Congrès, surgissant de la lutte, aura toute l'importance qu'un Congrès obligatoire n'aura pas.

Le délégué des groupes "l'Alarme" et "la Jeunesse" de Paris partagent complètement les opinions du délégué américain. Il croit, cependant, qu'il est très important qu'on sache, que l'on se rencontrera dans un laps de temps déterminé.

Le délégué d'Italie n° 25. — Nous oublions une chose : il faut qu'il y ait une limite aux fonctions du bureau international de renseignements. Cette limite sera naturellement posée par le prochain Congrès.

Après le maintien par plusieurs autres délégués de l'opinion qu'il faut que le Congrès surgisse spontanément du désir des groupes de s'entendre, et qu'il est observé, que le bureau international pourra être transporté selon la volonté des Congrès, le Congrès décide que la détermination de la date et du lieu du prochain Congrès sera laissée à l'initiative des organisations faisant partie de l'Association Internationale des Travailleurs.

19 juillet

Les débats sur la presse révolutionnaire, commencés vers la fin de la dernière séance de la veille, sont à l'ordre du jour.

Le délégué des groupes allemands en États-Unis dépose une proposition concernant la nécessité d'établir une presse clandestine dans tous les pays.

Le délégué de Levallois-Perret propose l'organisation d'un "Bulletin International", qui servirait d'organe aux organisations faisant partie de l'Internationale.

Le délégué de la "Fédération Mexicaine". — Nous ne pouvons pas passer par un organe central, tandis que dans chaque pays il y a des journaux qui représentent les diverses opinions des groupes faisant partie de l'Internationale. Il préfère que l'on s'occupe principalement de la chimie, puisque cette science est appelée à rendre de grands services à la cause révolutionnaire, en mettant entre les mains de ceux qui sont dévoués des moyens de lutte formidables contre les oppresseurs. Il aimerait voir chaque section s'occuper sérieusement d'études chimiques, et que les fonds qu'on aurait dû affecter à la publication d'un Bulletin central, auraient été bien mieux employés si on les affectait à chaque Section pour l'étude de la chimie, des arts techniques et des sciences militaires.

Le délégué du "Révolté" partage parfaitement l'opinion sur l'importance des connaissances des arts techniques, mais il en connaît aussi les difficultés à laquelle nous nous préparons, devra faire surgir de nouveaux modes d'action, basés sur des applications nouvelles de la technologie. Mais, ne nous proposons pas cette illusion, qui nous serait bien funeste, qu'il suffit de quelques heures d'études par année pour devenir chimiste, ou électricien. Les socialistes russes, en effet, ont utilisé la chimie et l'électricité dans leur lutte, mais dans chaque entreprise de ce genre on voit chez eux la main de technologistes expérimentés, habiles, qui ont passé de longues années d'études, pratiques, non-seulement dans les laboratoires, mais également dans les ateliers, avant de les appliquer à la lutte. Ce savoir ne s'acquiert pas par quelques mois de connaissances superficielles. Que chaque Section tâche d'avoir dans son sein des spécialistes capables et désireux d'apprendre sérieusement comme simples ouvriers, — rien de plus désirable ; mais nous ne cherchons pas à faire dans les ateliers, des écoles de chimie, dans lesquelles on ne pourrait acquérir que des connaissances superficielles. — Quant au bulletin central, le délégué du "Révolté" n'a qu'à s'étonner de la facilité avec laquelle on est prêt à se donner des chefs en littérature, car la rédaction d'un bulletin central deviendrait certainement bientôt un dangereux organe qu'un bureau de renseignements, en concentrant entre ses mains des relations de l'organisation. — Quant à la presse clandestine, — journaux, petits bulletins, placards, — est, en ce moment, de la plus stricte nécessité, et le Congrès ne saurait trop la recommander à nos organisations, la propagande dans les campagnes par des écrits répandus en immense quantité.

Le délégué du Panthéon propose de recommander vivement aux Sections de faire tout leur possible dans leurs pays respectifs pour établir la presse clandestine, — non seulement journaux et petits bulletins, mais surtout les placards destinés.

Le délégué de la Fédération Mexicaine reconnaît parfaitement l'importance de la presse clandestine, mais il ne croit pas que le Congrès puisse s'occuper de cette question. Il insiste pour que l'initiative de la presse clandestine soit le résultat de l'initiative de chaque pays.

— Quant aux études militaires, il n'y attache qu'une importance médiocre. Ce qui fait la force des armées, ce ne sont pas les officiers, c'est l'entrain qui s'empare, à certains moments, de chaque soldat. Et ce qu'il faut à la Révolution, ce ne sont pas des officiers. Il faut savoir soulever, entraîner, la grande masse du peuple. Sans ce soulèvement des masses, aucune révolution ne saurait être victorieuse, et elle n'aurait à son service un

million d'officiers que l'Académie militaire fournirait, seraient inutiles en temps de Révolution. — Il croit que le Congrès n'a pas besoin de prendre une résolution quant aux études chimiques. Quand un parti est mis en demeure d'avoir recours à la dynamite, il l'emploie, sans qu'il ait besoin des encouragements des Congrès, et par cet emploi, il fait plus de propagande à ce moyen qu'on en ferait tous nos militants. Encore, ce n'est qu'un moyen de lutte, tandis qu'il y en a tant d'autres qui, malheureusement, sont complètement négligés en ce moment.

Le délégué de "la Révolution Sociale", considérant que le Congrès ne peut que recommander la propagande clandestine et le fait, propose la clôture.

Le délégué du "Club International de Londres", n° 32, croit qu'il est utile de recommander les études chimiques et techniques.

Le délégué de Reims a mandat de voter pour toutes les mesures révolutionnaires. Les organisations de Reims demandent, en outre, qu'il soit fait une déclaration nette et précise sur nos buts et moyens, et d'aider à développer et à propager nos idées dans toutes les occasions : réunions publiques, procès, journaux. — Elle croit aussi qu'il faut entraîner les paysans dans la lutte, mais que cette lutte soit comprise, pour qu'ils sachent ce qu'ils ont à faire, pour qu'ils restent dans la lutte, au lieu de désertir comme il arrive quand il n'y a pas de conviction. Suivons l'exemple que nous donnent les socialistes russes du dévouement. — Mais il serait très utile, en outre, d'exposer dans nos Sections l'histoire des révolutions précédentes, en montrant, comment et pourquoi le peuple a toujours été vaincu et, même après la victoire, exploité par ses ennemis.

Le délégué du "Révolté" propose de nommer une commission de trois membres qui résumera les diverses propositions émises sur les moyens d'action et qui fera une déclaration nécessaire au Congrès, servant de complément à la déclaration de principes.

Après quelques objections et des éclaircissements donnés sur la proposition, qui consiste à confier à la Commission la rédaction d'ensemble des propositions émises, la Commission est nommée.

Les délégués des 6°, 11° et 20° arrondissements de Paris lisent la déclaration suivante :

« Au nom des groupes de France, nous avons déjà décidé la création d'une presse clandestine, qui doit commencer à fonctionner dans quelques jours.

« En outre, que des études ont déjà été faites, à la suite desquelles on a tenté de faire sauter la statue de Thiers.

« Et nous pouvons assurer que d'autres actes viendront avant peu, s'ajouter à celui-là. »

La question à l'ordre du jour est le compte-rendu du Congrès.

Il résulte de la discussion qu'un compte-rendu officiel ne peut pas être publié, et le Congrès décide que les journaux socialistes feront leur compte-rendu, chacun de son côté, aussi complets que possible.

A la reprise de la séance après-midi, la commission présente son projet de déclaration.

Les délégués des groupes allemands de la Suisse protestent contre la partie de la déclaration qui a trait aux questions de chimie.

Après quelques amendements, la déclaration est adoptée à l'unanimité (Voyez le n° 11 du "Révolté").

La délégation de la Société Slave de Londres pose une question sur les décisions secrètes prises par les groupes : pourraient-elles être secrètes ?

Le délégué d'Italie, n° 25, observe que si le Congrès ne vote pas de résolutions théoriques, c'est qu'il ne peut faire autre chose qu'établir des principes. On ne saurait voir,

dans les décisions du Congrès, autre chose que l'indication des opinions des groupes sur la ligne générale à suivre. Il faut laisser à tout individu ou groupe le soin de décider eux-mêmes ce qu'ils voudront faire dans l'intérêt de la cause.

Le délégué du Panthéon et de Vienne (Isère) fait ressortir qu'il n'y avait qu'à établir des relations entre les groupes, mais non les entités entre les groupes qui doivent s'établir directement, de groupe à groupe.

La délégation des 6°, 11° et 20° arrondissements de Paris, considérant que la solidarité la plus grande doit exister entre les groupes, demande que le Congrès prononce une déclaration solidaire de tout acte révolutionnaire fait par n'importe quel groupe.

Cette proposition soulève une discussion assez vive.

Le délégué du Panthéon et de Vienne demande de s'opposer à cette déclaration, la solidarité qu'elle réclame n'étant pas matériellement possible. Il faudrait dresser la liste de tous les actes révolutionnaires pour pouvoir accepter cette solidarité. C'est absolument impossible ! Ce serait donner lieu à des disputes perpétuelles que de s'engager d'avance à pareille solidarité. Les groupes qu'il représente lui ont donné mandat de se borner à une déclaration générale de solidarité révolutionnaire.

Le délégué du "Révolté". Ce n'est pas au Congrès à imposer la solidarité par un vote. Les groupes révolutionnaires seront solidaires de tous les actes révolutionnaires, et le Congrès peut faire une déclaration dans ce sens, comme on l'a fait maintes fois dans les Congrès précédents. Mais c'est aux groupes à apprécier, dans chaque cas spécial, si l'acte est révolutionnaire.

Le délégué des groupes de Darmstadt dit que chaque acte dirigé contre les exploiters actuels, est un acte révolutionnaire.

Le délégué de "la Révolution Sociale" dit qu'il est du devoir de tous, de se rendre solidaires de tout acte révolutionnaire.

Le délégué d'Italie, n° 25, est d'avis que dans chaque acte, chacun est libre d'avoir son appréciation : le Congrès ne peut pas faire une déclaration générale de solidarité révolutionnaire.

Le délégué d'Amérique, n° 5. — Généralement on se reconnaît solidaire des actes commis dans d'autres pays, mais on ne se reconnaît pas solidaire de ceux qui ont été commis dans le sien. Toute attaque contre la propriété est, quel qu'important, une question d'importance de l'acte.

Le délégué de Levallois-Perret. — Cette question a soulevé de grandes discussions à Paris. Il est difficile de déterminer, où commence l'acte révolutionnaire et où commence l'acte bourgeois. La limite ne saurait être tracée. Il propose donc de se borner au Congrès, à une déclaration générale.

Le délégué de "l'Alarme" et de "la Jeunesse" est du même avis. Que chaque acte soit apprécié par chaque groupe.

Le délégué d'Italie, n° 25, dépose une proposition, concernant les groupements secrets, qui est adoptée à l'unanimité. (Voyez le n° 11 du "Révolté".)

L'ordre du jour de cette dernière séance étant épuisé, il est donné lecture des résolutions du Congrès, qui ont déjà été publiées par le "Révolté" ; cette dernière besogne étant faite, les délégués engagent entr'eux une causerie sur la situation respective des pays qu'ils représentent et sur les impressions que leur laisse le Congrès et qu'ils rapporteront à leurs groupes.

Le lendemain quelques délégués se rencontraient au local du Cercle allemand et passaient ensemble quelques heures pleines d'une franche cordialité, avant de se séparer.

Bibliothèque anarchiste

Pierre Kropotkine
Le Congrès International de Londres
juillet-septembre 1881

extrait le 13 août 2026 des numéros du *Révolté* du 23 juillet au 3 septembre, version
tirée d'*Archives autonomies*.

bibliotheque-anarchiste.com